

faisant assaut de galanterie avec Alexandre qui était placé de l'autre côté de la princesse.

Celle-ci, au dire de l'Empereur lui même, avait une grande finesse, beaucoup d'instruction et une merveilleuse habitude ; elle régnait véritablement depuis quinze ans.

« Ainsi, en dépit de mon adresse et de tous mes efforts, ajouta-t-il, se montra-t-elle constamment maîtresse de la conversation, la dominant toujours, revenant sans cesse à son sujet, peut-être trop, mais avec une grande convenance, et sans qu'il fût possible de s'en fâcher ; et il est vrai de dire que l'objet était important pour elle, le temps précieux et court.

Cependant, Napoléon tout en conservant un grand empire sur lui-même, et en faisant avec courtoisie les honneurs de chez lui, éprouvait

de secrètes impatiences et ne voulait pas de nouveau s'exposer aux périls des séductions féminines. Dès que la reine fut retirée, il manda les deux plénipotentiaires, Talleyrand et Kourakin, leur parla avec autorité, exigeant que le traité fût rédigé et signé de suite, une femme et la galanterie ne devant point altérer un système qui se liait aux destinées d'un grand peuple.

En effet, le traité fut signé le lendemain 7 juillet ; les efforts infructueux de la reine ne servirent qu'à en précipiter la conclusion.

Le lendemain cependant elle se préparait à renouveler ses tentatives, lorsqu'elle apprit avec stupéfaction la signature du traité.

Elle s'en montra profondément indignée, versa d'abondantes larmes, et se plaignit amèrement d'avoir été trompée.

Résolue de ne plus voir l'Empereur, elle ne voulait pas accepter une seconde invitation : il fallut que l'empereur Alexandre se rendit auprès d'elle pour la décider.

Elle jetait les hauts cris, prétendant que Napoléon lui avait manqué de parole. Mais Alexandre, qui avait été constamment présent, était un témoin contre elle, et son témoignage était d'autant plus concluant, qu'il n'avait été occupé qu'à surprendre une parole, un geste en sa faveur.

Elle dut céder à ses représentations et se rendit chez Napoléon, non cependant sans témoigner son dépit, en prenant d'abord des airs de coquette offensée. Mais l'Empereur qui n'avait plus à se défendre, ne s'en montra que plus prévenant, et, reprenant toute sa liberté d'esprit, il réussit à la distraire par son amabilité.

Lorsqu'elle se retira, Napoléon la reconduisit ; arrivée au milieu de l'escalier, où il s'arrêtait, elle lui serra la main, et lui dit d'un ton sentimental :

— Est-il possible qu'ayant eu le bonheur de voir d'aussi près l'homme du siècle et de l'histoire, il ne me laisse pas la liberté et la satisfaction de pouvoir l'assurer qu'il m'a attachée pour la vie!...

— Madame, je suis à plaindre, lui répondit gravement l'Empereur ; c'est un effet de ma mauvaise étoile.

Et il prit congé d'elle. Arrivée à sa voiture, elle s'y jeta en sanglotant, fit appeler Duroc, qu'elle estimait beaucoup, lui renouvela toutes ses plaintes, et lui dit, en montrant le palais :

— Voilà une maison où l'on m'a cruellement trompée.

De l'aveu de Napoléon, si la reine de Prusse était venue au commencement des négociations, elle eût pu influencer beaucoup sur leur résultat. Mais il paraît que le roi l'en avait empêchée par un sentiment de jalousie contre Alexandre ; et l'on assure que cette jalousie n'était pas sans quelque fondement.

Le 9 juillet, fut signé le traité avec la Prusse ; il était en substance le même que celui conclu avec la Russie. En voici les principales dispositions :

« L'empereur de Russie et le roi de Prusse reconnaissaient les rois de Naples, de Hollande et la confédération du Rhin. — Le roi de Prusse cédait aux rois ou princes désignés par Napoléon, tous les pays, domaines et biens qu'il possédait entre le Rhin et l'Elbe ; il cédait au roi de Saxe les provinces polonaises formant le duché de Varsovie et le cercle de Cotbus en Lusace ; il accordait à ce roi une route militaire à travers les états prussiens, pour ses communications avec le duché de Varsovie. — Le district polonais de Bialystock était cédé à la Russie pour établir des limites naturelles entre elle et le duché de Varsovie. — Les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwérin étaient remis chacun dans la pleine et paisible possession de leurs états ; mais les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg continuaient d'être occupés par des garnisons françaises jusqu'à la paix définitive entre la France et l'Angleterre. — L'empereur Napoléon acceptait la médiation de l'empereur de Russie, à l'effet de négocier et conclure cette paix, dans la supposition que cette médiation serait aussi acceptée par l'Angleterre, un mois après l'échange des ratifications du traité. — L'empereur de Russie et le roi de Prusse reconnaissaient le prince Jérôme-Napoléon comme roi de Westphalie ; ce royaume était composé des provinces cédées par le roi de Prusse à la gauche de l'Elbe, et d'autres possédées par l'empereur Napoléon. -- Les hostilités cessaient entre la Russie et la Porte. — Les troupes russes se retiraient des provinces de Valachie et de Moldavie ; mais les Turcs ne pouvaient les occuper qu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre les deux puissances. — L'empereur de Russie acceptait la médiation de l'empereur Napoléon, pour la conclusion de la paix avec la Porte. — La ville de Dantzic, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, était

rétablie dans son indépendance, sous la protection du roi de Prusse et du roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle avait cessé de se gouverner elle-même. — La navigation sur la Vistule était libre. — Jusqu'à la paix définitive avec l'Angleterre, le roi de Prusse s'obligeait à fermer ses états au commerce anglais ; aucune expédition ne pouvait être faite des ports prussiens pour les Iles-Britanniques, ni aucun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses colonies, être reçu dans ces ports. »

C'était là le traité officiel, et qui ne concernait, à proprement parler, que le roi de Prusse ; mais dans leurs longues conférences, les deux empereurs s'étaient mutuellement confié d'ambitieuses pensées dont l'accomplissement devait compléter, selon leurs vues, le système des deux empires.

Alexandre tournait ses regards vers Constantinople, et Napoléon vers la Péninsule espagnole : il s'agissait pour lui d'achever la grande fédération de l'occident européen, et de compléter le blocus continental.

De mutuelles concessions furent faites ; mais une clause que Napoléon ne voulut jamais admettre, fut l'occupation de Constantinople par le czar.

Livrer ainsi la clé de l'Europe et de l'Asie, lui semblait un sacrifice trop dangereux ; il s'en expliqua ouvertement, et toutes les instances d'Alexandre furent inutiles.

Sur tout le reste il se montra de facile composition. Ainsi, il fut convenu que si la Porte n'acceptait point la médiation de la France, ou si, après l'avoir acceptée, il arrivait que, dans le délai de trois mois après les négociations, elles n'eussent pas conduit à un résultat satisfaisant, la France ferait cause commune avec la Russie contre la Porte-Ottomane, et que les alliés s'entendraient pour soustraire toutes les provinces de l'empire Ottoman en Europe, la ville de Constantinople et la province de Romélie exceptées, au joug et aux vexations des Turcs.

Il est à présumer aussi que Napoléon se montra disposé à autoriser les conquêtes des Russes dans la Turquie d'Asie. Il ne trouva pas d'objection à l'agrandissement de la Russie du côté de la Suède, ainsi que le prouva bientôt l'invasion de la Finlande.

En retour de ces concessions, Napoléon obtenait, outre l'adhésion

à ses projets sur l'Espagne et le Portugal, la prochaine participation de la Russie au système continental.

Il fut convenu que si, l'Angleterre n'acceptait pas la médiation de la Russie, ou si, l'ayant acceptée, elle n'avait pas, au 1^{er} novembre, consenti à conclure la paix, en reconnaissant que les pavillons de toutes les puissances devaient jouir d'une égale et parfaite indépendance sur les mers, et en restituant les conquêtes faites sur la France et ses alliés depuis 1805, la Russie notifierait au gouvernement anglais que, sur son refus, elle ferait cause commune avec la France.

Elle demanderait, pour le 1^{er} décembre, une réponse catégorique, et l'ambassadeur russe aurait l'ordre éventuel de quitter l'Angleterre. Dans le cas où la réponse ne serait pas satisfaisante, la France et la Russie sommeraient les trois cours de Copenhague, de Stockholm, de Lisbonne, de fermer leurs ports aux Anglais, de rappeler de Londres leurs ambassadeurs, et de déclarer la guerre à l'Angleterre.

Les alliés s'engageaient, en outre, à insister auprès de la cour de Vienne, pour qu'elle adoptât leurs principes et s'associât à leurs mesures.

Ainsi Napoléon, suivant constamment sa grande pensée, entourait l'Angleterre d'une impénétrable barrière, la condamnait à l'isolement, et consommait sa ruine. Cette fois son but était atteint, si l'empereur Alexandre restait fidèle à ses engagements.

Mais au milieu de ses protestations d'amitié, au milieu de ses grands élans d'admiration, Alexandre trompait Napoléon ; il ne voulait que gagner du temps. Ses confidents l'avouent et les faits le démontrent. Voici ce qu'on lit dans un ouvrage dédié à l'empereur Alexandre, écrit par un de ses aides-de-camp :

« La paix de Tilsitt n'offrait au czar aucune des garanties que l'on doit retrouver dans les transactions de ce genre. L'érection du duché de Varsovie était une mesure évidemment hostile contre la Russie ; l'affectation que mit Napoléon à en conférer la souveraineté au roi de Saxe, qui descendait des anciens rois de Pologne, dénotait encore plus le projet d'inspirer aux Polonais des espérances dont la réalisation ne pouvait être que préjudiciable à la Russie, qu'elle menaçait de la perte des provinces réunies depuis plus de quatorze ans à son empire.

« La ville de Dantzig même, que les Français avaient le droit d'occuper jusqu'à la conclusion de la paix maritime, ne devait être considérée que comme une place d'armes que Napoléon s'était réservée pour ses opérations futures contre la Russie.

« L'empereur Alexandre ne pouvait méconnaître l'esprit de ces dispositions ; mais les circonstances malheureuses où se trouvait l'Europe, lui prescrivait d'éloigner à tout prix la guerre.

« Il s'agissait surtout de gagner le temps nécessaire pour se préparer à soutenir convenablement la lutte que l'on savait bien être dans le cas de se renouveler un jour. »

Ainsi ce fameux traité de Tilsitt n'était, pour un des contractants, qu'un armistice, un moyen de mieux préparer la guerre ; et tandis que Napoléon, confiant jusqu'à l'imprudance, sacrifiait à l'allié d'un jour les alliés séculaires de la France, la Suède et la Turquie, Alexandre plein de méfiance, ne tenait pas compte de ce qu'on lui abandonnait, et voyait des actes hostiles dans les précautions les plus ordinaires.

Napoléon se fiait en la bonne foi d'Alexandre, et Alexandre méditait de nouvelles perfidies.

Alexandre ne se reposait pas en la parole de Napoléon, et Napoléon était sincère. Dans la crainte d'être trompé, Alexandre voulut tromper le premier.

Il faut l'avouer cependant : dans le traité de Tilsitt, il n'y avait d'avantages réels que pour la Russie. On lui facilitait l'acquisition de la Finlande ; on prenait l'engagement de ne pas rétablir le royaume de Pologne ; on ouvrait à l'ambition des czars les états de la Turquie.

Napoléon, au contraire, ne recueillait que des promesses et de vagues engagements, et la faculté de réaliser ses projets sur l'Espagne.

Des périls et des embarras, voilà ce qui lui était accordé. De plus, il laissait derrière lui, dans la Prusse mutilée, une implacable ennemie, dans l'Autriche un adversaire bientôt remis de ses blessures, et prêt à recommencer la lutte.

Mais en ceux-là du moins il n'avait aucune confiance, et il ne dissimulait pas ses sentiments à cet égard.

Des députations de Berlin et des provinces prussiennes s'étant

rendues auprès de lui pour implorer quelque soulagement, il leur dit :

— Je ne sais pas quel homme est votre roi. Je le détrônais, si l'empereur de Russie avait tardé encore trois jours à faire la paix. Je vous eusse donné une constitution, et qui sait si vous eussiez été moins heureux?... Plus de dix fois je lui ai offert la paix. Cet hiver je voulais le ramener dans sa capitale, mais il a préféré se faire aide-de-camp de l'empereur de Russie, et se jeter dans les bras des Cosaques...

Je n'ai point voulu la guerre ; j'ai assez du Rhin... Vous ne m'apartenez plus ; vous étiez mon peuple par droit de conquête, vous avez cessé de l'être ; c'est à moi d'ôter à votre roi tous les moyens de me faire la guerre dans six mois...

Car je ne doute pas qu'il ne finisse par faire de nouvelles fautes ; votre roi a été mal conseillé, jamais il n'eut de système ferme : quand je le croyais mon ami, il ne m'aidait pas ; je préfère l'avoir pour ennemi ; c'est alors une autre affaire, et je sais quel parti prendre.

Ce langage irrité, quelques jours après la signature de la paix, montre assez quelles étaient les dispositions des parties contractantes.

Napoléon ne pouvait se faire illusion sur les sentiments du roi de Prusse, et ses reproches n'avaient rien d'injuste. Mais il aurait dû réserver quelques-unes de ses méfiances pour son nouvel allié, l'empereur Alexandre.

Cependant, ce traité de Tilsitt, qui cachait tant de pièges, eut en Europe un immense retentissement, et apporta aux ennemis de Napoléon de profonds dépits, et à ses admirateurs des joies nouvelles.

Les belles campagnes qui l'avaient précédé, le châtement exemplaire de la Prusse, la création du duché de Varsovie qui semblait un acheminement vers la liberté de la Pologne, l'émancipation de la Vistule, l'érection d'un nouveau royaume en Allemagne, les hommages du czar dont on ne pouvait encore suspecter la sincérité, tout, jusqu'à ces entrevues mystérieuses des deux souverains, était un sujet d'étonnement universel, et environnait d'un éclat redoutable le nom déjà si fameux de Napoléon.

Ce fut, il faut le dire, l'apogée de sa puissance, le point culminant de ses hautes destinées, l'époque la plus brillante d'une carrière jusque-là sans nuages.

L'enthousiasme public ne savait plus comment se manifester dig-



Berthier.

temps héroïques. Il est au-dessus de l'admiration, il n'y a que l'amour qui puisse s'élever jusqu'à lui.»

gnement pour répondre à de si grandes choses, et la flatterie elle-même était embarrassée; il semblait que Napoléon voulût mettre au défi ses hyperboles et la réduire à l'impuissance.

De retour à St. Cloud le 27 juillet, il reçut le lendemain les grands corps de l'état.

Tous les discours officiels peuvent se résumer dans cette formule servile, du premier président Seguier :

« Napoléon est au-delà de l'histoire humaine; il appartient aux

CHAPITRE XXXII.

Junot à Lisbonne.

Déjà cependant la fortune avertissait Napoléon qu'il n'était pas à l'abri du malheur, en le frappant dans ses affections privées et dans ses espérances dynastiques. Le prince royal de Hollande, fils du roi Louis, mourut presque subitement.

L'Empereur avait pour cet enfant une profonde tendresse; beaucoup de personnes croyaient qu'il lui réservait la succession au trône impérial, et l'on peut douter, si ce prince eût vécu, que Napo-



Masséna

l'éon eût provoqué un cruel divorce et contracté une malencontreuse alliance.

De nouveaux événements appelaient l'attention de l'Empereur vers le nord. Ainsi que nous l'avons dit, la Suède avait, le 18 avril, signé un armistice en Poméranie. Mais excité par le cabinet britannique, et entraîné par un vertige fatal, Gustave-Adolphe rompit subitement l'armistice et tenta de lutter seul contre celui qui venait de terrasser les forces réunies de la Prusse et de la Russie.

Brune marcha contre lui et l'assiégea dans Stralsund, où il s'était enfermé avec quinze mille soldats. Mais tous les hommes sensés de la Suède gémissaient de voir le roi se précipiter follement dans une guerre désespérée.

Au bout de quelques jours de siège, au moment où commençait le bombardement, les magistrats de la ville supplièrent le roi de ne pas prolonger une défense inutile; le roi se retira avec son armée dans l'île de Rugen.

Brune l'y suivit; à son approche, les habitants et les troupes suédoises elles mêmes firent entendre des murmures et des menaces; le roi se retira effrayé, laissant le commandement au baron de Toll, avec pouvoir de capituler. Avec la possession de Stralsund et de l'île de Rugen, tout le littoral de la Baltique obéissait à la France. La Suède a perdu irrévocablement la Poméranie. Gustave-Adolphe sera bientôt puni par ses propres sujets.

Le ministère britannique avait promis à ce prince de l'appuyer dans son entreprise téméraire, et un grand armement se préparait en effet dans les ports de l'Angleterre. Mais ces formidables apprêts se faisaient dans un tout autre but que de secourir un allié malheureux.

Conformément au traité de Tilsitt, l'empereur de Russie avait offert sa médiation à la cour de Londres ; elle avait été refusée, et le ministère anglais s'attendait bien en conséquence à voir proclamer par ce prince les principes de la neutralité armée et de l'indépendance maritime des neutres.

On assure que, par une infidélité du ministère des relations extérieures à Paris, on avait eu connaissance à Londres des articles secrets de Tilsitt, et les historiens anglais prétendent que par un de ces articles il avait été convenu que le Danemarck, entrant de gré ou de force dans la confédération maritime, mettrait sa flotte à la disposition de la France.

Bientôt on apprend qu'une flotte anglaise de vingt-trois vaisseaux de ligne, neuf frégates, vingt-deux bâtiments de transport fait voile vers le nord ; l'amiral Gambier commande les forces navales, lord Cathkart les troupes de débarquement. Cet armement passe le Sund ; le 4 août, Copenhague et l'île de Seeland sont investies.

Par une proclamation, les deux chefs de l'expédition annoncent que le Danemarck ne peut conserver sa neutralité, et le ministre Jackson est envoyé au prince royal pour lui proposer une alliance offensive et défensive, en exigeant pour garantie la remise de la flotte danoise, de la forteresse de Cronembourg et de la ville de Copenhague. Il ajoute que l'Angleterre compensera avec de l'argent les pertes que le Danemarck pourrait éprouver.

— Et avec quoi compenserez-vous l'honneur ? répond le prince ; et il rejette avec indignation les propositions des Anglais.

Cependant, il était pris au dépourvu ; ses troupes étaient dans le Holstein ; il s'empresse de mettre la capitale en état de défense, confie au général Peymann le pouvoir civil et militaire, et passe sur le continent pour en ramener ses troupes.

Du 15 au 16, les Anglais débarquent au nombre de vingt mille hommes, s'établissent au château de Freiderichsberg, à une demi-lieue de Copenhague, et le 2 septembre commence le bombardement par mer et par terre.

Durant trois jours, la garnison et les habitants soutinrent l'attaque avec énergie ; mais déjà six cents maisons étaient incendiées ; les feux, multipliés dans tous les quartiers, ne pouvaient être éteints : la ville allait être entièrement détruite.

Le général Peymann, dangereusement blessé, fut obligé de capituler. Le 7 septembre, les troupes anglaises prirent possession de la citadelle et de la flotte.

Cependant, le prince royal avait, par un ordre du 19 août, mandé au gouverneur de Copenhague, de mettre le feu à la flotte s'il était réduit à rendre la place.

Malheureusement, l'officier porteur de cet ordre fut pris par les Anglais à une lieue de Copenhague. L'énergie du prince ne se démentit pas un instant ; il refusa de ratifier la capitulation, et protesta hautement contre une violation aussi odieuse du droit des nations et de la morale publique.

Les Anglais firent de leur triomphe une œuvre de destruction : ils dévastèrent les chantiers de Copenhague, les arsenaux, les magasins, enlevèrent les équipements, les machines, les outils, se présentèrent dans tous les ports du Danemarck et de la Norvège, pour s'emparer des vaisseaux qui y étaient isolés, et, après ces actes de piraterie, déclarèrent formellement la guerre.

Le roi de Danemarck répondit à cette agression sauvage en ordonnant la saisie de toutes les propriétés britanniques dans ses états, l'arrestation de tous les Anglais, et l'interdiction de tout commerce avec l'Angleterre.

Le 16 octobre, il signe avec la France un traité offensif et défensif, et seul de tous les alliés de Napoléon, ce prince lui fut fidèle jusqu'au dernier moment, quoique sa fidélité dût lui coûter bien cher.

A la nouvelle de l'attentat de Copenhague, toute l'Europe fut indignée, et le *Moniteur*, protestant au nom du gouvernement français, fit voir quels étaient les sentiments personnels de Napoléon.

« Quand on considère, dit le journal officiel, cette expédition dans son but, dans son exécution et dans ses effets, on n'y voit que la politique aveugle et féroce de la crainte, qui ne calcule, ne connaît et ne respecte rien. Qu'il est difficile, après cela, de croire à la sublimité d'une constitution qui permet de telles combinaisons, et d'admirer le vain parlage d'un parlement qui souffre de pareilles injustices, et, on peut le dire, de pareils crimes ! »

La Prusse, quels que fussent d'ailleurs ses sentiments secrets, annonça aussi la rupture de toutes relations avec l'Angleterre.

Alexandre, par un ukase du 31 octobre, proclama les principes

de la neutralité armée, et interdit toute communication entre les deux états. Cependant, en même temps qu'il se faisait publiquement le défenseur du droit des nations, le czar envoyait secrètement à Londres un officier russe pour féliciter les ministres anglais, et les inviter à communiquer franchement avec son maître, comme avec un prince qui, bien qu'obligé de céder aux circonstances, n'en était pas moins attaché plus que jamais à la cause de l'indépendance européenne.

Cependant en même temps qu'il trompait son allié, le czar sollicitait la récompense de son dévouement. La France avait offert sa médiation entre la Porte et la Russie ; mais le divan demandait comme condition préalable à toute négociation l'évacuation de la Moldavie et de la Valachie.

Savary fut envoyé auprès d'Alexandre pour s'expliquer à ce sujet ; le czar mettant de côté, en cette occasion, toute finesse, fit preuve d'une franchise qui allait presque jusqu'à l'insolence.

« A Tilsitt, dit-il, Napoléon lui avait promis les principautés. Pourquoi différer l'exécution de cette promesse ? Il valait mieux les garder pendant qu'on y était, que de les évacuer pour y revenir. Il s'agissait non de chicaner, mais de s'obliger à l'envi l'un l'autre. Est-ce que par hasard Napoléon s'inquiéterait de ce que pouvait dire l'Europe ? Mais l'Europe ne dirait rien. D'ailleurs, qu'était l'Europe ? où était-elle, en dehors de la Russie et de la France !

L'argument était pressant, et Savary ne sut que répondre. Heureusement, on n'était pas d'accord sur le lieu où se tiendraient les négociations. Alexandre les voulait en Moldavie, Napoléon à Paris. Toute l'année se passa à disputer sur cet incident.

Cependant Alexandre mettait à profit d'un autre côté la bonne volonté de Napoléon. Réclamant de la Suède sa coopération contre l'Angleterre, il faisait à son refus marcher des troupes sur la Finlande.

Cette province, rapidement conquise, devait définitivement rester à la Russie.

Pour juger de l'importance de cette acquisition, il suffit de jeter les yeux sur la carte : une armée suédoise, ou une armée française alliée de la Suède qui attaquerait la Russie en entrant par la Finlande, serait en quelques jours aux portes de Saint-Pétersbourg. Désormais les frontières de l'empire sont couvertes de ce côté.

C'était pour la France un grand sacrifice que de livrer son ancienne alliée, la Suède, aux ambitieuses entreprises du Moscovite. Les traditions de la politique française étaient méconnues ; mais la haine insensée de Gustave-Adolphe justifiait Napoléon.

Il fallait cependant des compensations ; l'Empereur croyait les trouver dans le midi de l'Europe. Le Portugal allait répondre pour la Finlande, l'Espagne, pour les principautés du Danube. Remarquons cependant combien Alexandre à Tilsitt se montra plus perfide ou plus habile que Napoléon.

On lui abandonnait la Finlande et les principautés du Danube, sur les frontières les plus abordables de son empire, et une fois assuré de l'autorisation de la France, il était certain qu'aucun ennemi extérieur ne viendrait le troubler dans ses conquêtes, qu'aucune diversion ne pourrait se faire sur ses autres frontières.

Il consentait de son côté à la conquête de la Péninsule espagnole ; mais cette conquête ne couvrait que la frontière la moins abordable de la France. Tout, dans les stipulations de Tilsitt, était donc à l'avantage d'Alexandre, et le rusé barbare sut mystifier l'homme de génie.

Il n'était pas permis d'imposer brutalement à la nation Espagnole une suprématie étrangère, sans lui en faire connaître les bienfaits, sans la consulter, sans tenir compte ni de son honneur, ni de sa dignité.

Malheureusement, Napoléon ne vit que la cour, ne s'occupa que des princes, et rencontrant une cour corrompue et des princes honteusement incapables, il ne songea pas à la nation, ou plutôt il crut que la nation n'existait pas.

Un peuple capable de supporter l'autorité dégradante de don Manuel Godoy, ne paraissait pas mériter de grands égards ; et remplacer cet indigne favori par un prince français, semblait assurément plutôt un bienfait qu'une injure.

Mais derrière le favori était la vieille race des rois identifiés à la nation ; mais à côté de cette patience qui faisait supporter le joug d'un parvenu, était un profond sentiment de nationalité.

Ce sentiment outragé se manifesta dans toute son énergie, et il n'y eut plus dans toute la Péninsule qu'un seul cri : Mort à l'étranger !

Ainsi tourna contre Napoléon une de ses conceptions les mieux raisonnées ; ainsi, par les maladresses de l'exécution se changea en une effroyable calamité une mesure de haute prudence et de grande politique.

Napoléon manqua, dans cette occasion, de franchise, et, décidé à tenir l'Espagne sous sa main, il y pénétra plutôt comme un intrus que comme un guerrier puissant avouant ses projets.

Son premier prétexte fut une invasion en Portugal.

Le 1^{er} septembre, la cour Lisbonne avait reçu de celle des Tuileries la proposition formelle d'adhérer au blocus continental, et, en cas de refus, elle devait être traitée en ennemie.

D'un autre côté, une escadre anglaise, sous les ordres de Sidney Smith, était dans les eaux du Tage.

Placé entre ces deux rivaux menaçants, le gouvernement portugais ne savait que résoudre : l'ambassadeur anglais, lord Strangford, s'était retiré sur l'escadre ; les ambassadeurs de France et d'Espagne, qui faisaient cause commune, prirent à leur tour leurs passeports et quittèrent Lisbonne le 2 octobre.

Depuis trois semaines, une armée de vingt-cinq mille hommes était rassemblée à Bayonne sous le nom de *corps d'observation de la Gironde* ; elle était commandée par Junot.

Le 17, cette armée se mit en marche ; le 18, elle avait passé la Bidassoa ; c'était une preuve que l'on comptait sur le concours de l'Espagne.

En effet, le 27, un traité secret, négocié par Izquierdo, agent du prince de la Paix, avait été conclu entre la France et l'Espagne. Ce traité contenait le partage du royaume de Portugal.

Des six provinces dont il se composait, la plus septentrionale, dite d'entre Duero et Minho était donnée, y compris la ville d'Oporto, au roi d'Etrurie, en échange des états de Toscane, et érigée en royaume sous le nom de Lusitanie septentrionale ; Manuel Godoy, prince de la Paix, acquérait la propriété et la souveraineté des Algarves et de l'Alentejo, avec le titre de prince des Algarves.

Le roi d'Espagne, déclaré suzerain de ces deux états, devait joindre à ses titres celui d'empereur des deux Amériques. Les provinces de Tras-os-Montes, de Beira et d'Estramadure, et le ville de Lisbonne restaient en séquestre entre les mains des Français, pour

en être disposé à la paix générale. Les îles, colonies et autres possessions maritimes du Portugal, devaient être partagées entre les deux parties contractantes.

Une convention additionnelle au traité autorisait le passage à travers l'Espagne du corps d'armée de Junot, qui devait être joint par onze mille Espagnols.

Enfin, par une dernière clause de la convention et qui ne devait pas être la moins importante, une armée française de quarante mille hommes se rassemblait à Bayonne, pour être prête à entrer en Portugal, si les Anglais intervenaient.

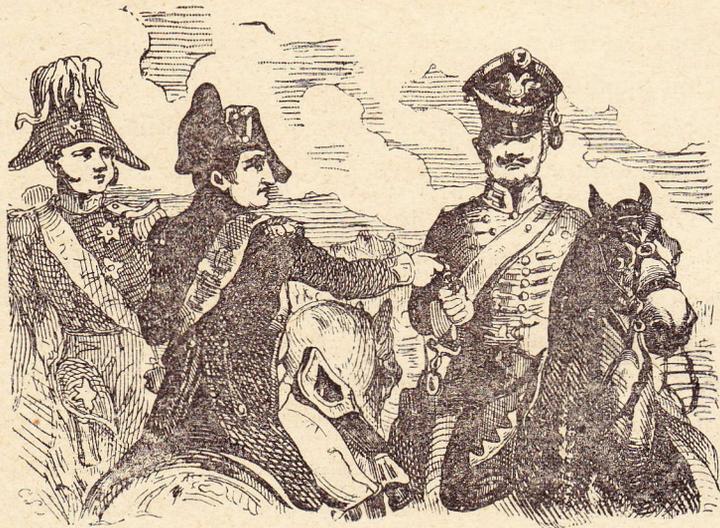
Junot était déjà en marche : en vingt-cinq jours, il fut à Salamanque ; il allait y prendre ses cantonnements, lorsqu'un ordre de Napoléon lui prescrivit de marcher droit à la capitale pour n'être pas prévenu par les Anglais. Il ne fallait pas s'arrêter un seul jour, même sous prétexte de subsistance.

« Vingt mille hommes, écrivait l'Empereur, peuvent vivre partout, même dans le désert. »

Le jour même où Junot recevait les ordres de Napoléon, le 13 novembre, on lisait dans le *Moniteur* : Le prince régent du Portugal perd son trône..... La chute de la maison de Bragance restera une nouvelle preuve que la perte de quiconque s'attache aux Anglais est inévitable. »

Junot suivit à la lettre les prescriptions de l'Empereur ; il conduisit son armée au pas de course. En cinq jours il avait franchi les cinquante lieues qui séparent Salamanque d'Alcantara. Cinq autres jours lui suffirent pour atteindre Abrantès.

Mais les souffrances de ses soldats avaient été extrêmes. On avait compté sur les ressources du pays, et le pays était désolé et stérile ; les rares habitants s'enfuyaient à l'approche de l'armée, ou assassinaient les soldats isolés ; la pluie tombait par torrents ; tous les affluents du Tage étaient débordés ; il fallait franchir d'affreux défilés, des gorges horribles. Les troupes marchaient dans le plus grand désordre, épuisées par la fatigue, par la faim, par les privations de toute espèce. Le moindre corps d'armée les eût anéanties ; pas un soldat portugais ne se présenta. D'Abrantès, où il prit quelque repos, Junot somma le ministère portugais de lui livrer la capitale.



— Mes soldats, disait-il, sont désolés de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil ; ne les y forcez pas.

Alors que Junot tenait ce menaçant langage, les fusils étaient presque tous hors de service ; les soldats s'en étaient servis comme de bâtons pour traverser les torrents.

Mais la terreur qu'inspiraient les armes françaises produisait son effet. Avec une garnison de 14,000 hommes, et une population de 300,000 âmes appuyée des vaisseaux anglais, le prince régent n'osa tenter aucune résistance.

On vit alors un spectacle honteux. La famille royale quittant son palais et désertant son royaume, gagna, en pleurant, le rivage, et s'embarqua sur les vaisseaux anglais ; elle allait dans le Brésil élever un trône colonial ; une population frémissante assistait au déménagement de la monarchie.

Le lendemain, 30 novembre, Junot entra dans Lisbonne avec quinze cents hommes au plus, sans bagages, sans canons ; les autres colonnes marchaient à la débandade, séparées par des torrents et par des plaines inondées.

Payant d'audace au milieu de cette population nombreuse qui le regardait avec stupéfaction, le général Français courut à Bélem, fit tirer le canon sur quelques bâtiments qui cherchaient à rejoindre la flotte royale, les força de rentrer au port, mit garnison dans les batteries fermées du Tage, et revint dans la ville avec son état major,

NAPOLEON



L. OPDEBEEK — EDITEUR — ANVERS

PAUL BELETTE

NAPOLÉON

SA VIE, SES GUERRES

5° EDITION



L. OPDEBEEK

— ÉDITEUR —

ANVERS